Année XXI. N° 556 — 22 Janvier 1921.

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Réaction ou révolution

« Il n'y a en Italie ni révolution ni réaction », disait M. Giolitti à un correspondant du *Manchester Guardian*. Voilà une formule bien propre à rallier dans tous les pays les gens sages, les hommes de cœur, les esprits sensés, les bons citoyens, etc., ce qui ne l'empêche pas d'être aussi fausse que possible. Car, en réalité, comme avant 1914, il ne restait d'autre choix que : guerre ou révolution, aujourd'hui, après l'immense carnage, le dilemme n'est pas moins précis : réaction ou révolution.

D'une part, il apparaît toujours plus évident que les classes dirigeantes ont fait litière de toutes leurs promesses de la période de guerre. Les quelques rares concessions obtenues, ne touchant en rien, d'ailleurs, aux bases mêmes du régime, telle la semaine de 48 heures, sont déjà remises en discussion. Tous les efforts bourgeois tendent à rétablir le régime d'avant-guerre sans autre, fort aggravé cependant pour le pauvre monde par le lourd héritage de cinq années de massacres, de destructions, d'épidémies, de privations, de folies et d'horreurs.

Au fur et à mesure de l'anéantissement des richesses, nous avons vu créer par tous les Etats des dizaines de milliards de valeurs fictives, si bien qu'aujourd'hui il y a virtuellement banqueroute de toutes les puissances grandes et petites. La première solution à envisager serait précisément celle de la suppression de toutes les dettes des Etats, puisqu'il est impossible et suprêmement inique de distinguer au milieu d'un tel cataclysme les débiteurs et les créanciers. Prétendre que la foule anonyme, à laquelle tout a été pris et de laquelle tout a été exigé, se reconnaisse au surplus débitrice de sommes fabuleuses, dont les titres sont aux mains précisément de ceux qui l'ont le plus volée et saignée, c'est mettre le comble à une série déjà trop longue de spoliations sans nom. Et pourtant c'est bien là ce que la bourgeoisie veut, tout en comprenant parfaitement que cela n'est pas possible sans une exploitation et une oppression plus grandes que jamais. C'est ainsi que nous voyons le Capital se refuser obstinément à subir tout prélèvement pour rejeter l'écrasant fardeau sur le Travail. Mais les recettes restent insuffisantes, les comptes ne se balancent pas, les déficits augmentent, les crises s'aggravent, les nouveaux désastres s'annoncent.

Qu'importe ? L'aveuglement des gens de l'ordre est tel qu'ils ne voudront rien lâcher et chercheront une fois de plus à recourir aux moyens de compression.

Tous ceux qui, plus ou moins ouvertement, déclarent vouloir s'en tenir aux institutions d'avant 1914, quittes à réaliser quelques maigres réformes, petits remèdes à d'immenses maux, seront de jour en jour poussés à sévir. Ils comptent bien, d'ailleurs, que la surexcitation des esprits, qui a été l'une des conséquences de la guerre, ira en s'épuisant. Une fois le calme revenu, avec l'apathie des masses, ils aviseront aux moyens d'en finir avec les mécontents, les protestataires, les assoiffés de justice. Les prisons, et les potences s'il le faut, sans oublier quelques fusillades sur les places publiques bien propres à servir d'exemples, auront bientôt raison de toute opposition par trop obstinée.

Un programme de simple conservation, étant donné les charges nouvelles créées par la guerre, devient aujourd'hui par la force même des choses un programme de féroce réaction. Tous les individus au bien mal acquis voudront faire mentir le proverbe et en profiter. Et comme ils n'ont reculé devant aucun moyen pour l'acquérir, à plus forte raison sont-ils prêts à tout pour le garder. L'habitude de posséder toujours plus et de considérer cela comme le plus légitime des droits est vite prise. Les plus grands voleurs, appelés à rendre gorge, se croient sincèrement volés et ne reculent devant aucune atrocité. Il serait dangereux de se faire la moindre illusion à cet égard.

D'autre part, tous ceux qui cherchent actuellement un relèvement, un progrès, une transformation réelle ne peuvent que se sentir révolutionnaires. Comment ne comprendraient-ils pas que les petits changements partiels et successifs n'aboutiraient qu'à des adaptations plus ou moins heureuses à l'ensemble du régime capitaliste — auquel nous devons la guerre, ne l'oublion jamais — et que celui-ci ne pourra être remplacé que grâce à un renouvellement s'opérant tout à la fois dans tous les domaines de la vie sociale, après avoir brisé d'un coup toutes les entraves qui s'y opposaient ? La tâche de refaire un monde ne peut qu'être l'œuvre de tout le monde, et si nous constatons aujourd'hui l'impuissance de toute une classe à faire fonctionner régulièrement la production, à plus forte raison ne le pourraient quelques gouvernants, même flanqués d'une très nombreuse bureaucratie, qui au lieu d'être une pépinière de capacités, se trouverait surtout composée de fainéants et d'incapables.

Oui, aujourd'hui le choix doit être fait entre réaction ou révolution.

Les uns, les vieux et nouveaux privilégiés, cherchent à asseoir le monde comme il l'était avant 1914 et ne le peuvent qu'à condition d'inaugurer une exploitation de masses d'autant plus grande que *les capitaux à renter sont aujourd'hui infiniment accrus* en dehors des valeurs industrielles et commerciales proprement dites.

Les autres, tous les hommes épris d'égalité et de liberté, ne peuvent que chercher à asseoir le monde sur une nouvelle base, la propriété commune, qui éliminant les accaparements, les monopoles et tous droits exclusifs, rende possible le régime pacifique et la libre entente entre tous les peuples.

Prétendre que l'on ne veut ni de l'une ni de l'autre et faire appel aux gens pour avancer tranquillement dans la légalité, c'est comme inviter le monde à s'asseoir entre deux chaises. Et au fond les réformistes de tout acabit n'ont jamais fait autre chose.

Les actes du Gouvernement et non les écrits qui les ont combattus, voilà ce qui a causé les révolutions passées, voilà ce qui mènera aux révolutions futures. Lord BYRON.

* * *

Pour des gens qui ont de l'argent en poche, le monde va toujours bien. HEGEL.

MÉLANGE

L'incendie de Cork.

Tout le monde a encore présent à la mémoire la prose indignée et vengeresse de tous les plumitifs du droit, héros de l'arrière, qui dénonçaient en termes d'une grande véhémence les méfaits des Teutons, mais plus particulièrement l'incendie de Louvain. Cette destruction par le feu d'une partie de la ville belge devait, selon les dires des prosateurs jusqu'au-boutistes, marquer à jamais du sceau d'infamie le front des incendiaires. Certains journalistes qui jusqu'alors avaient affecté considérer les événements avec impartialité, prirent prétexte de la conduite de l'armée allemande pour situer définitivement le bon droit dans le camp de l'Entente. Le brasier de Louvain retranche les Allemands du camp des civilisés ; les porteurs de torches, de *feld-grau* vêtus, en perpétrant leur sinistre besogne délivraient à leurs compatriotes un brevet de barbarie. Depuis que les hordes militaires du Kaiser firent sauvagement rougeoyer le ciel des Flandres, tous les quêteurs d'approbations, tous ceux qui veulent clôre avantageusement une conversation avec un minimum d'arguments, évoquent Louvain. Pourtant, c'était la guerre, et malgré la codification des conflits il est assez naturel que les armées en marche fassent des ravages parmi les gens et les choses.

Maintenant, à part les quelques millions de combattants des deux camps qui sont tombés dans la mêlée, les soldats ont regagné leurs foyers. C'est la paix, mais on évoque toujours Louvain pour excuser les rigueurs des conditions imposées aux vaincus, tout comme le fait un procureur général brandissant une pièce à conviction, afin d'arracher à des jurés impressionnables un verdict inexorable. Dans certains lieux on a fondé des sociétés du « Souvenir » et édité toute une littérature à seule fin de ne pas permettre l'oubli, de repaître les hommes de haine en même temps que de pain.

Si cette horreur du mal, cette croisade contre le crime était sincère, il n'y aurait pas lieu d'en être trop attristé malgré l'effrayante forme qu'elle revêt. Mais tout cela est hypocrisie. On ameute les peuples contre les incendiaires prussiens simplement pour avoir un prétexte à maintenir le barbare appareil militaire, organisme d'avilissement et d'oppression.

S'il n'en était pas ainsi, comment expliquerait-on le silence de notre presse à propos de l'incendie de la ville de Cork par les soldats du très chrétien roi d'Angleterre ? Parce que les habitants de la cité irlandaise avaient fait un accueil plutôt frais aux gendarmes auglais, la ville fut détruite, sinon sur l'ordre exprès du gouvernement, du moins avec sa complicité, puisque, tout en reconnaissant les faits, les ministres britanniques s'opposèrent formellement à l'ouverture d'une euquête. Et les incendies, les pillages et les assassinats se poursuivent. Et tandis qu'avec une tartuferie sans égale, la clique dorée qui préside aux destinées de l'Angleterre se gorgeait de victuailles en voyant scintiller les lumières des sapins en l'honneur d'un prétendu dieu d'amour et de paix, là bas, au delà du bras de mer, les campagnes s'éclairaient aussi, mais c'était de la sinistre lueur des fermes que les gardiens de l'ordre faisaient flamber, pour punir leurs habitants d'avoir voulu un peu de cette liberté tant promise à l'heure du danger, mais reniée aveé un cynisme que seuls peuvent atteindre les gens de gouvernement.

N'osant se taire tout à fait, nos quotidiens parlent de la tragique aventure de l'Irlande sans même oser blâmer les bourreaux. Ah ! maintenant que les monstres sont à Londres, comme on a oublié le vosabulaire de Louvain. C'est le règne du silence, parce que les barbares d'aujourd'hui sont les purs héros de jadis et qu'on ne peut décemment avouer qne toutes les armées sont capables d'effroyables déchaînements de sauvagerie.

Et puis, se dit-on, dans le monde bien pensant et bien renté, que l'énergique répression anglaise en Irlande est un élément de sécurité. Si tous les opprimés s'avisaient de vouloir être libres, ce serait le

monde renversé. Pour éloigner une semblable perspective tous les moyens sont bons. Voilà pourquoi les soldats anglais qui ont brûlé Cork et d'autres lieux ne sont pas des barbares, mais de bons chrétiens, fidèles et loyaux serviteurs du trône, de l'autel et de la banque.

Encore un danger.

Il y avait un danger : le militarisme prussien. Grâce à près de cinq annnées de guerre, quinze millions de tués, autant d'estropiés et plus de mille milliards de dépenses et de destructions, ce danger a été heureusement écarté. Il aurait pn l'être moins coûteusement et avec moins de têtes cassées s'il avait été décidé de faire une rente perpétuelle à tous les sujets de l'empereur Guillaumè. Interessés à ne pas troubler la régulière distribution de leurs coupons, tous ces rentiers seraient devenus les meilleurs soutiens de l'ordre, non seulement en Allemagne, mais dans tous les pays qui leur auraient distribué la manne. Et comme l'univers s'est levé pour faire face au seul danger allemand, on voit que par notre système la paix était partout assurée. Mais ça n'était pas glorieux. On a opté pour les plaies et les bosses avec d'autant plus de facilité que ce n'est pas ceux qui déclarent la guere qui la font.

La glorieuse méthode adoptée s'est d'ailleurs révélée insuffisante à l'usage. Le «danger» allemand a bien été éloigné, mais la «menace» est revenue. Le militarisme prussien a été détruit, mais les casernes du droit doivent être pleines, car l'esprit de revanche reste redoutable. Sans donc qu'ils permettent qu'on doute de leurs intentions pacifiques, les gouvernants français gardent sous les armes un million d'hommes, ou plutôt de soldats, ce qui n'est pas tout à fait la même chose... Un million de guerriers, c'est beaucoup. Mais il y a encore tant de dangers : la menace allemande, la vague de baisse, le danger bolchéviste et d'autres, sans parler du danger anglais. Et voici qu'il vient d'en surgir un nouveau. Millerand qui est selon ses thuriféraires, celui des Français qui réunit le mieux toutes les qualités de la race — à l'exclusion des défauts qui n'existent d'ailleurs plus depuis la victoire — avait conclu un traité d'alliance avec le baron prussien von Wrangel, qui à la tête d'une bande dévastait et pillait la Crimée. Sentant proche le danger bolchéviste, le glorieux général prit la fuite, suivi de son armée et d'une certaine catégorie de personnes. Tout le monde s'est installé à Constantinople, créant dans l'immense cité un dangereux foyer de troubles. Le sort fait à ces malheureux champions de la civilisation contre la révolution russe est si beau, qu'après comparaison, on redoute dans les hautes sphères gouvernementales, que ces réfugiés ne deviennent les meilleurs agents des Moscovites. Ayant passé la mer Noire — de gré ou de force — pour fuir l'enfer bolchévique, ils sont tombés dans le paradis bourgeois de Constantinople, et ce qui est mieux, sous la protection de la France. Quelques semaines de ce régime franco-anglais les ont dégoûtés. Ils veulent qu'on les laisse retourner chez eux, en Russie, et menacent de tout chambarder en cas de refus. Ce serait savoureux. Les alliés vont-ils être obligés de reporter en arrière conformément au plan établi à l'avance, la ceinture de fil de fer barbelé ?

En Serbie.

Aux dernières élections serbes, les socialistes «extrêmistes» avaient obtenu un assez grand nombre de sièges. Déjà on allait nous montrer qu'avec les méthodes légales tous les espoirs étaient permis. C'était tirer des conclusions un peu hâtives et d'ailleurs contraires à la vérité. Dès les résultats connus, le gouvernement s'opposa par la force à ce que les vainqueurs prissent possession des administrations municipales. Ces mesures illégales ayant causé un peu d'effervescence, le conseil des ministres ordonna quelques fusillades, puis il fait procéder maintenant à des arrestations en masse. Quiconque se dit communiste est immédiatement emprisonné. Les prisons sont pleines de travailleurs qui seront traduit devant les tribunaux militaires sous l'inculpation de crimes contre l'Etat. Le gouvernement démocratique serbe veut se dresser contre les partis de violence. De la part de tous les gouvernements pareil argument est comique, puisque tous ne subsistent qu'en ayant recours aux moyens les plus brutaux. Mais le roi de Serbie, adversaire de la violence, cela dépasse les bornes du cynisme, quand on sait que cet individu et ceux qui gravitent autour de lui ne sont en place que parce que furent égorgés leurs prédécesseurs, hommes et femmes. Mais la morale bourgeoise ne dit-elle pas que tuer pour maintenir l'oppression, ce n'est pas faire violence.

A. A.

Une injustice qu'on voit et qu'on tait, on la commet soi-même. J.-J. Rousseau.

En vue de la Guerre civile

Voici un document dont il a été question à la veille du Premier Mai de l'année dernière. Nous en avons aussi parlé alors, mais sans le donner intégralement. La grave situation d'aujourd'hui a dû sans doute le faire rééditer, peut-être même avec corrections et adjonctions. Or, il est bon qne tous nos camarades le connaissent, afin, non seulement de ne pas se faire d'illusions, mais aussi de prévoir comment, le cas échéant, ils auront à soutenir une attaque éventuelle et aussi... à riposter.

Les camarades, d'autres pays, y trouveront aussi matière à réflexions utiles, d'autant plus que les mesures de répression ne varient pas, en somme, beaucoup de pays à pays.

Tout est à retenir à commencer par le titre :

Directives pour les troupes du service d'ordre

Dès l'instant où sur un point quelconque on emploie les armes pour résister à la troupe, la ville où la localité sera considérée comme étant le siège d'une insurrection.

Dès lors tout Commandant de troupes doit empêcher tout rassemblement, même de peu d'importance, et arrêter toute personne soupçonnée de menées tendant à provoquer la résistance ou à exciter ou attiser l'émeute ; il fera également fermer les imprimeries ou les locaux de réunion qui servent à des buts de ce genre ; il fera occuper toutes les centrales téléphoniques et interdira l'emploi du téléphone pour des conversations privées ; il organisera des postes d'observation sur les clochers ainsi que sur les points jouissant d'une vue étendue.

L'infanterie tirera sans autre contre des émeutiers qui lui jettent des pierres. La cavalerie attaquera ces derniers aux allures les plus rapides.

Contre des émeutiers qui tirent eux-mêmes, l'infanterie et la cavalerie emploieront sans restriction et de la façon la plus complète les mitrailleuses et les canons, qui devront être portés ou poussés isolément ou par deux devant la troupe.

Le fusil, la baïonnette et le sabre ne seront employés que lorsque les mitrailleuses ou le canon n'auront pas été efficaces.

Si l'on place des mitrailleuses dans la rue, il faut que l'infanterie occupe les maisons voisines de leur emplacement.

De bons tireurs, faisant feu depuis les étages supérieurs des maisons voisines seront chargés de viser spécialement et d'abattre les agents provocateurs et les meneurs qui exercent leur action en se tenant dans les derniers rangs des émeutiers.

Dans le combat de rues, il est très important de se mettre en possession des étages supérieurs des maisons et même souvent du toit.

Lorsque les désordres ont commencé dans une ville déjà avant l'arrivée de la troupe, l'intervention de celle-ci devra être soigneusement préparée en dehors de la ville.

La ville sera séparée en secteurs, qui devront être occupés et nettoyés successivement.

Il est utile que les troupes qui doivent attaquer un secteur avancent concentriquement, venant de différents côtés. Le moment de leur action devra être exactement calculé de façon à obtenir la coopération ; une liaison constante devra être assurée entre les différentes colonnes.

Des éclaireurs en civil, ne portant aucune marque distinctive, précédant une colonne dans sa marche, lui rendront de grands services.

Si l'on emploie des patrouilles en uniforme, elle ne devront pas avoir un effectif inférieur au groupe. La meilleure façon de progresser pour les patrouilles et pour les têtes de colonne, c'est de marcher en colonne par un sur les trottoirs, en observant le côté opposé de la rue.

Si la colonne comprend de l'artillerie, celle-ci doit toujours être flanquée des deux côtés par de l'infanterie. Il faut aussi doter l'artillerie de mitrailleuses.

Il faut avoir le moins possible de chevaux avec soi ; l'artillerie aura des attelages réduits, les officiers seront à pied. Toute colonne doit être couverte par une arrière-garde.

On se servira de mitrailleuses et de grenades à main pour combattre des révolutionnaires qui tirent depuis des maisons (par la fenêtre, les soupiraux des caves). Cependant il ne faut jamais lancer des grenades dans une fenêtre avant d'être absolument certain que du feu en est parti.

Il faudra employer l'artillerie pour agir contre des maisons de construction massive qui seraient fortement occupées : le feu des mitrailleuses serait sans effet.

Il est indiqué d'employer les obus-brisants pour agir contre des barricades.

Pour le tir contre les étages supérieurs des maisons, on emploiera avec avantage les canons de montagne.

On utilisera aussi avec avantage les grenades à main, soit pour la défense des maisons, soit pour dégager l'espace qui est devant une façade.

Il est recommandable d'ouvrir d'avance et de suite toutes les fenêtres d'une maison que l'on organise pour la résistance ; de cette façon l'adversaire ignorera de quelles fenêtres part le feu ou sont jetées des grenades.

On peut aussi employer la mitrailleuse pour tirer par surprise par les fenêtres fermées.

Pour réprimer une résistance permanente et durable dans les rues occupées par les insurgés, on emploiera des automobiles armées de mitrailleuses, qui parcoureront les rues par uu mouvement de va-et-vient.

Toute troupe qui part pour un combat de rues doit être munies d'outils et de fil de fer afin d'être à même de détruire des barricades, d'enfoncer des portes, ou de barrer elle-même des rues ou des ponts au moyen des barricades.

La cavalerie doit être armée de la baïonnette, afin de pouvoir, en cas de nécessité, être employée au combat de nuit comme troupe à pied.

Département militaire fédéral :
Scheurer.

Le gouvernement fédéral, interpellé sur ce document, en a reconnu l'authenticité et la grande majorité du Parlement suisse a trouvé qu'il avait bien fait de se préparer ainsi à une guerre civile éventuelle. A titre de renseignement, M. Scheurer a déclaré que toutes les dispositions ci-dessus avaient été à peu près recopiées de celles que le gouvernement social-démocrate d'Allemagne avait transmises à ces troupes.

Les gouvernants de la plus vieille démocratie du monde, aux libertés six fois séculaires, et ceux du premier gouvernement social-démocrate en Europe se trouvaient d'accord pour préparer le massacre du monde du travail, s'il était assez mal avisé de manifester son mécontentement.

Tous les camarades feront bien de se rendre un compte exact de ces bonnes intentions dont est pavé l'enfer de nos maîtres. Ou se soumettre encore et toujours, ou être à même de prévenir une telle répression, ou de l'arrêter, ou de la vaincre. Le document est trop éloquent en lui-même pour que nous éprouvions le besoin d'ajouter d'autres commentaires.

La Terreur.

La révolution jacobine, bourgeoise, exclusivement politique, de 1792 à 1794, devait nécessairement aboutir à l'hypocrisie légale et à la solution de toutes les difficultés et de toutes les questions par l'argument victorieux de la guillotine.

Quand, pour extirper la réaction, on se contente d'attaquer ses manifestations, sans toucher à sa racine et aux causes qui la produisent toujours de nouveau, on arrive forcément à la nécessité de tuer beaucoup de gens, d'exterminer, avec ou sans formes légales, beaucoup de réactionnaires. Il arrive fatalement, alors, qu'après en avoir tué beaucoup, les révolutionnaires se voient amenés à cette mélancolique conviction, qu'ils n'ont rien gagné, ni même fait faire un seul pas à leur cause ; qu'au contraire ils l'ont desservie et qu'ils ont préparé de leurs propres mains le triomphe de la réaction. Et cela pour une double raison : la première, c'est que les causes de la réaction ayant été épargnées, elle se reproduit et se multiplie sous des formes nouvelles ; et la seconde, c'est que la tuerie, le massacre, finissent par révolter toujours ce qu'il y a d'humain dans les hommes et par faire tourner, bientôt, le sentiment populaire du côté des victimes.

Michel Bakounine (1870).

A NOS ABONNÉS

Au moment du renouvellement des abonnements, nous rendons attentifs tous nos abonnés que le prix annuel de 3 francs, maintenu pendant vingt ans, a été porté à 5 francs.

Nous prions les camarades en retard de plusieurs années, qui attendent toujours de pouvoir s'acquitter intégralement, de payer en tout cas l'année courante.

Pour une réunion d'anarchistes

Plusieurs camarades nous ont écrit pour nous soumettre l'idée d'une réunion entre anarchistes de la Suisse romande, afin d'examiner la situation, d'échanger les idées qu'elle suggère, de bien préciser notre attitude, de définir nettement nos principes et notre action révolutionnaires, d'aviser aux moyens de les propager, de resserrer les anciens liens et d'en créer des nouveaux.

Depuis les réunions que nous avons eues autrefois pour la *Voix du Peuple*, il y aura bientôt une dizaine d'années que nous ne nous sommes plus réunis entre camarades de langue française. Or, la situation est telle que de graves événements peuvent surgir du jour au lendemain. Il faut que nous ayons une certaine action d'ensemble à proposer, dont le développement pourra varier de localité à localité, mais qui se proposera partout un même but d'expropriation aussi complète que possible, de coopération volontaire, de solidarité libre, de réorganisation et de reconstruction directes, de transformation sociale anarchique dans ses moyens et dans son but.

La confusion d'idées qui est résultée de l'absurde formule de « dictature du prolétariat », renouvelant l'ancienne tromperie de « souveraineté du peuple », exige de notre part un sérieux effort pour bien expliquer aux masses que les deux seules tendances en présence restent toujours la tendance autoritaire et celle libertaire. *Avec et pour l'Etat* ou *sans et contre l'Etat*. L'expérience russe qui, d'ailleurs, ne pourrait servir de règle universelle, une révolution ne pouvant être essentiellement œuvre d'imitation, mais surtout d'improvisation et de création, — l'expérience russe, disons-nous, au fur et à mesure qu'elle est mieux connue, vient donner raison aux conceptions révolutionnaires que les anarchistes n'ont cessé d'exposer. Aucun groupement n'a été plus que nous dans le vrai, ce qui ne signifie certes pas qu'il ne nous reste rien à apprendre. Au contraire, le désir de demander et de fournir des explications est général en nous tous, et c'est précisément ce qui rend nécessaire la réunion proposée.

Les camarades sont donc priés d'écrire au journal pour nous donner leur adhésion, en indiquant la localité préférée, la date approximative, les questions et les propositions qu'ils croient utiles de voir discuter. Surtout ne pas attendre qu'un autre écrive, que chacun le fasse personnellement, d'abord, et ensuite, après entente, pour un groupe éventuel.

NOTES EN MARGE

Lefebvre, Lepetit et Vergeat.

Le correspondant de Christiania du *Morning Post*, ayant télégraphié à son journal que les trois syndicalistes français auraient péris, victimes d'une vengeance des bolchévistes, Serrati dans l'*Avanti!* a publié ce commentaire :

En tout cela, il n'y a de vrai qu'une chose : deux de nos trois pauvres amis — Lepetit et Vergeat — n'étaient pas enthousiastes du régime bolchéviste. Anarchistes individualistes, ils ne pouvaient comprendre la dictature du prolétariat telle qu'elle est pratiquée en Russie et avaient fréquemment fait leurs réserves et formulé leurs dissentiments et leurs critiques. Nous savons qu'ils se rendirent même à Tula à une réunion d'anarchistes russes, afin d'obtenir de ceux-ci des informations et impressions plus précises.

Mais nous savons aussi que pendant leur séjour en Russie tous furent traités avec la plus large et courtoise hospitalité, alors que les holchévistes n'auraient pas manqué de moyens pour les frapper en Russie même s'ils l'avaient voulu.

Quant à leur voyage de Murmansk à Vardo, il fut décidé d'un commun accord entre eux et les représentants du Commissariat de la propagande, les premiers jours du mois de septembre, à l'Hôtel Delaway Dwor à Moscou, et il n'est nullement vrai qu'ils aient dû faire face à toutes sortes de difficultés de la part des bolchévistes. Cependant, ils étaient arrivés en Russie sans passeport et devaient donc s'en retourner illégalement. Comme la surveillance esthonienne autour de Reval était, à la suite de la situation politique, devenue plus étroite, ils durent chercher un passage plus au nord.

Cette tentative les perdit. Sur la côte de Murmanie sévissent aux mois de septembre et d'octobre des tempêtes. Nos pauvres camarades y ont trouvé une mort tragique. Voilà la vérité.

Nous le croyons aussi. Il nous répugne trop de songer à un crime sans nom, qui ne pourrait être que le fait d'un fanatique sanguinaire affolé.

Mais ce que nous tenons à souligner dans le témoignage de Serrati, c'est que nos camarades, bien que syndicalistes et nullement individualistes comme il le prétend, ne s'étaient pas le moins du monde convertis à l'idée de dictature. En effet, l'expérience qu'ils avaient sous les yeux ne pouvait que les convaincre du bien-fondé de la critique des anarchistes, et comme quoi le salut commun est toujours à demander non pas à une autorité quelconque, mais à l'action directe des masses, que tout révolutionnaire sincère doit chercher à susciter et élargir dans tous les domaines de la vie sociale.

Le remède au chômage.

Nos bourgeois l'ont vite trouvé. C'est *travailler à meilleur compte*, ce qui, pour eux, revient à dire *faire travailler à meilleur compte les autres*, car leurs capitaux, capacités et directions ne seront jamais assez rémunérés. Mais comment? Voici ce que propose la *Nouvelle Gazette de Zurich*, le principal organe patronal de la Suisse allemande :

Travailler à meilleur compte peut signifier deux choses : faire le même nombre d'heures de travail avec un salaire restreint ; ou bien maintenir les salaires et augmenter la durée du travail. Si nous revenions passagèrement à l'ancien temps de travail, c'est-à-dire si nous travaillions dans l'industrie 64 heures au lieu de 48, cela réduirait d'un quart les frais de production ; cette différence serait décisive pour certaines branches de l'industrie et leur aiderait à surmonter le temps de la crise. Et nous ne parlons pas de l'efficacité de ce moyen pour amener chez nous une baisse rapide et complète des prix.

Vous avez bien lu. Il ne s'agit pas de revenir à la journée de neuf heures, pas même à celle de dix, mais aux onze heures de la loi de 1877 avec sortie à 5 heures le samedi. Un recul d'un demi-siècle, néanmoins gardez-vous bien de parler de réaction. Nos chers maîtres vous donneraient le démenti le plus indigné.

Admirons aussi la science économique de nos exploiteurs qui prétendent que travailler onze heures représenterait une réduction d'un quart des frais de production, malgré l'augmentation des frais généraux et le fait bien connu que plus l'organisme humain est fatigué, moins il peut rendre. Et dire que toutes les statistiques officielles elles-mêmes constatent que la diminution des heures de travail ne diminue guère ou fort peu la productivité industrielle.

Pauvre économie capitaliste, si elle n'a plus d'autre remède pour se guérir que le bouillon d'onze heures !

Loi de l'offre et de la demande.

Un avocat du barreau de Genève nous reproche de ne pas tenir compte de la loi de l'offre et de la demaude. Mais si tout le monde *demande* à bien vivre et pour cela à *consommer* au lieu de *se priver*, comment se fait-il que l'*offre* se fasse attendre ponr le plus grand nombre, helas !

La liberté de l'*offre* veut la libre disposition pour tout le monde des moyens de production, et la liberté de la *demande* ne se concilie guère avec l'obligation de serrer la ceinture.

Un exemple. Partout il y a demande de logements. Pourquoi donc le bâtiment aussi a-t-il ses chômeurs ? Cependant l'adage populaire prétend que *lorsque le bâtiment va, tout va*. C'est que la Banque ne trouve pas son compte à bâtir des immenbles locatifs, et pour le moment se borne à se faire construire des hôtels luxueux. La vie économique n'est donc pas réglée par *le libre jeu de l'offre et de la demande*. La Finance est l'arbitre souverain entre l'une et l'autre. S'imagine-t-on le travail immense qu'il y aurait à faire rien que pour l'assainissement des villes tentaculaires et pestilentielles ? Le pauvre monde peut s'étioler encore longtemps dans d'infects taudis, en attendant que cette bonne loi de l'offre et de la demande veuille bien *jouer*. Car, pour le moment, l'argyrocratie s'en tient au *jeu de Bourse* qui lui rapporte davantage et plus rapidement.

Deux méthodes.

La *Revue Syndicale* publie les comptes de la souscription pour les victimes de la grève générale de 1918. Cette souscription a produit en chiffres ronds 81.000 francs et il reste à couvrir un déficit de 7000 francs. Eh bien, le 48 °/₀ seulement de cette somme a été payé en secours aux victimes, indemnités, amendes et frais de justice, tandis que le 52 °/₀ a été exigé par les défenseurs, *camarades* pour la plupart.

Pendant ce temps-là nous avons eu aussi un procès d'uue certaine envergure, avec 25 accusés et une centaine d'arrestations suivies de non-lieu. Ensemble nous avons fait un total d'au moins trente ans de prison. Nos camarades italiens, sans faire appel au Parti socialiste et à toutes les Fédérations de l'Union syndicale, ont fait une souscription, dont nous avons publié les comptes un mois après le procès. A ce moment-là sur les 14.383 francs recueillis au cours d'une année, presque 10.000 avaient été dépensés en secours aux prisonniers, aux expulsés et à leurs familles, les frais de justice et d'avocats se montaient à 2000 francs. Les frais divers d'administration, de poste, de propagande, de meetings, d'imprimés, de loyer ne dépassaient pas 450 francs et il restait un reliquat de plus de 1300 francs (voir notre numéro du 19 juillet 1919), qui a servi à continuer les secours aux camarades internés à Orbe et à Savatan.

D'aucuns s'obstinent à nous faire admirer les merveilleux résultats de la méthode centraliste, mais nous avons quand même nos bonnes raisons de nous en tenir à la nôtre.

Pour finir.

Il y a à l'heure actuelle des milliers de chômenrs dans notre pays, des millions dans le monde entier. Nous insistons donc avant tout et surtout pour que les ouvriers imposent le droit au travail, autrement dit à l'outillage, aux matières premières et à tous les moyens de production. Dans le fait de demander à « secourir le chômage », il y a une énormité et une absurdité incroyables. Savez-vous ce qui nous est répondu : « Le droit au travail n'est contesté par personne, grands dieux ! »

Cependant, le salarié auquel son employeur dit : « Je n'ai plus de travail pour vous ! » et qui n'en trouve pas un autre voulant bien louer ses bras, est incontestablement privé de ce droit au travail, qui ne lui est pas contesté !

Morale... bourgeoise : Nulle contestation à toute privation.

Ce qu'il faut pour favoriser le génie de la découverte, c'est d'abord le réveil de la pensée ; c'est l'audace de conception que toute notre éducation contribue à alanguir ; c'est le savoir répandu à pleines mains, qui centuple le nombre des chercheurs ; c'est enfin la conscience que l'humanité va faire un pas en avant, car c'est le plus souvent l'enthousiasme, ou quelquefois l'illusion du bien, qui a inspiré tous les grands bienfaiteurs.

La révolution sociale seule peut donner ce choc à la pensée, cette audace, ce savoir, cette conviction de travailler pour tous. *P. Kropotkine.*

En vente au RÉVEIL :

P. KROPOTKINE. La Science moderne et l'Anarchie	Fr. 3 —
H. de FITZ-JAMES. La guerre et l'exploitation de la crédulité (Trois conférences)	— 30
Errico MALATESTA. Au Café	— 20
— Entre Paysans	— 20
F. ROUGE. Chansons pour rire rouge et jaune	— 20
Charles MALATO. L'assassinat de Ferrer	— 10
BAKOUNINE. L'organisation de l'Internationale	— 05
P. KROPOTKINE. Aux jeunes gens	— 10
— L'esprit de révolte	— 10
— La Loi et l'Autorité	— 10
— L'idée révolutionnaire dans la révolution	— 10
— Lettre aux ouvriers occidentaux	— 05

Et la société...tout court?

Conférence faite à Genève le 7 Décembre 1920,
par H. Comte de FITZ-JAMES
(Suite)

Ce traité n'est en effet que l'écrasement haineux, l'écrasement lâche et cruel d'un peuple seulement coupable, comme les autres peuples, d'avoir obéi à son gouvernement. Si les Allemands s'étaient révoltés contre la discipline militaire, les anciens révolutionnaires Millerand, Briand, Viviani, Clemenceau, en chœur avec les nationalistes Poincaré, Barrès, Daudet auraient chanté qu'ils méritaient tous d'être fusillés. C'est l'ordre établi ! Les vieux gosses de la République Française et les vieux gosses de l'Empire d'Allemagne étaient d'accord sur ce point. Et le peuple allemand s'est battu parce qu'il était empoisonné de mensonges comme tous les autres penples. Comme tous lee autres peuples, il s'est battu sous la menace des conseils de guerre, du bagne et du poteau d'exécution. Et le traité de Versailles prétend faire expier au seul peuple allemand, à cent millions d'hommes innocents, comme les autres, le crime longuement prémédité par tous les Etats, le crime exécrablement commis par tous les Etats vainqueurs et vaincus. Et comme la réparation du désastre mondial par un seul peuple est impossible, l'esprit de haine, de vengeance, l'esprit de revanche qui a ruiné la France, ne peuvent manquer de se développer en Allemagne jusqu'à leur explosion sanglante, et la guerre seule peut donc sortir du traité de Ver saille, berceau de la Société des Nations, et base des exploits dont les délégués auraient tort de nous croire d'avance émerveillés.

Mais pourquoi, me direz-vous, les complices de Versailles ont-ils paré le truc wilsonien du titre en apparence magnifique de Société des Nations ?

Ici nous arrivons à la fumisterie si grandiose qu'elle apparaît comme la synthèse de toutes les fumisteries possibles dans l'univers, si vaste soit-il.

Hormis quelques rares voleurs, prêts à tuer pour voler, à mentir pour cacher meurtres et vols ; hormis quelques fous, capables de parler de droit, de justice, d'honneur, ou du vieux Gott, pour cacher les meurtres et les vols de la guerre, l'humanité entière, entendez-vous, tous les peuples sont pacifistes. Mais par leur naïveté, par leur beauté même, les sentiments populaires s'offrent, hélas ! à la facile exploitation des politiciens. Et comme les politiciens arrivistes avaient parlé d'Internationale, avant de voter les crédits de guerre et de fouiller à même les portefeuilles ministériels, les politiciens arrivés, ceux de la guerre de la poêle, pour surenchérir à la politique arriviste, parent leur complicité du titre de Société des Nations.

Ce titre n'est ainsi qu'un os de carton jeté par les diplomates farceurs au chien populaire. Et l'Internationale des bavards, des parlementaires, serait-ce la soixante-quinzième, avec la Société des Nations par dessus le marché, ne sont que deux manières d'en mettre plein la vue aux libres citoyens, pour les piger encore et bien des fois autour de la boîte électorale. Oh ! si les hommes pouvaient comprendre qu'il ne faut jamais, jamais voter, mais les femmes veulent s'y mettre. C'est à perdre la tête.

Enfin, voilà l'histoire. Le pain est rare dans le monde entier. La faim, le froid, la misère tuent à quelques heures de Genève et quelques perroquets bavardent sous prétexte d'assurer la paix et la liberté au monde, alors que leur dispendieux fracas n'a d'autre but que de fagotter en tours de gueules oratoires les blagues assez brillantes, lourdes et pompeuses pour cacher, couvrir la nouvelle guerre qui se prepare et encore nous la faire prendre pour l'agression inattendue, soudaine, voulue par un peuple contre un autre peuple, ce qui ne s'est *jamais vu.*

S'il en était autrement, il serait au moins question, dans ces bavardages officiels, des seuls principes assez fermes pour offrir une base à la paix du monde, et dont les conséquences, peut-être, transformeraient le séjour de nos haines et de nos misères en un séjour d'abondance et de félicité. Mais comme ces principes ne seront même pas effleurés entre les diplomates interpatriotiques, si vous le voulez bien, nous en parlerons ici-même, tout de suite, et le plus clairement possible, je vous le promets.

Je ne vous parle pas au nom du vieux Gott, ou de l'honneur, pas davantage au nom de la France ou du Kamtchatka. Je n'invoque pas nos chers morts. Je parle sous ma seule responsabilité. Que j'ai tort ou raison, vous me jugerez librement devant votre conscience.

Point n'est besoin de parcourir l'Europe en train spécial, ni de voyager à bord d'un croiseur cuirassé en brûlant pour 15.000 francs de charbon par jour pour connaître les principes dont je vais parler. Ce sont les principes élémentaires de notre vie. Le retentissement de la réalité dans nos consciences les proclame. Et ils tiennent en trois mots

Activité — responsabilité — probité.

Je m'explique ;

Rien sur la terre comme au ciel n'est en repos. Les choses, les bêtes, les hommes, inexorablement agissent. Mais il y a une différence entre l'activité des choses et des bêtes, et la différence devient plus grande entre l'activité des bêtes et l'activité des hommes.

Inconsciente dans les choses, obscurément consciente dans l'instinct animal, l'activité universelle se connaît dans la pensée humaine. L'homme devient alors responsable de ses actes : personnellement responsable devant sa conscience, non seulement de lui-même, dans le présent, mais de tout l'avenir, de toutes les générations avenir. Et le sentiment de la responsabilité, qui forme la base, le fond, le roc de notre morale, commande à chacun la probité.

C'est-à-dire que devant nous-mêmes nous devons nous prouver capables d'une activité féconde. Capables de production, incapables de destruction. Capables de donner la vie, incapables de donner la mort. L'homme moral produira donc et ne détruira pas. Pour conserver, fortifier, répandre la vie, il produira d'abord les choses indispensables et utiles. Ensuite, pour éclairer, embellir la vie, il produira les choses agréables à voir, agréables à entendre, en un mot les choses belles et nécessaires à la vie de son âme, comme le pain est nécessaire à la vie de son corps.

Il en sera ainsi parce que l'homme, et non le vieux Gott, est maître sur sa terre, et que maître sur sa terre l'homme est responsable.

Ne dit-on pas des enfants, des malades, des fous qu'ils sont irresponsables ? Nous ne sommes pas des enfants, nous ne sommes ni malades ni fous. Nous sommes donc responsables. Et, de cette responsabilité, les conseils de la veulerie, de l'intérêt personnel et immédiat, ne nous déchargent pas. Et nous ne pouvons alors nous en décharger aujourd'hui sur les quelques politicaillons en train de se régaler à nos frais, si magnifiques et nombreux soient leurs festins.

Activité, responsabilité, probité sont des principes éternels. Chacun par la seule réflexion peut en saisir l'immuabilité. Le vieux Gott ne les a pas dictés aux théologiens, qui s'en écartent, du reste, avec un plaisir toujours nouveau. Ils sont inscrits au plus profond de la vie, et c'est pour cela que les grands poètes, scrutateurs de la vie, les ont inscrits dans leurs livres restés immortels, depuis les temps les plus lointains. La Bible, entre autres, les renferme, exposés de telle sorte qu'ils se présentent à la pensée comme la partie positive, très claire, très précise, de la loi que la vie se donne éternellement à elle-même pour sa conservation. La vie se donne encore d'autres lois, pour sa beauté, mais hypothétiques. Nous en parlerons du reste.

J'ouvrirai donc la Bible et, dès les premières pages, je lirai : « Tu gagneras ton pain quotidien à la sueur de ton front. » Remarquez ce mot *quotidien.* Il ne s'agit pas de filouter la richesse, de l'accumuler dominatrice par l'escobarderie légalisée.

L'homme, par la nature, est armé pour produire son pain et celui des enfants qui plus tard soutiendront la vieillesse paternelle. C'est ainsi, seulement ainsi, collaborant chaque jour à l'œuvre sociale, qu'un homme peut satisfaire à sa responsabilité.

L'impératif loi du travail vient en première ligne, et, dans la Bible même, il apparut comme une force protectrice étendue sur les trois inhibitifs : *tu ne tueras pas, tu ne voleras pas, tu ne mentiras pas.*

Il n'y a là rien d'hypothétique, ni qui prête aux discussions théologiques. C'est la loi positive que la vie se donne à elle-même et dont il serait bon d'étudier profondément chacun des articles. Nous ne pourrons en faire ici qu'un exposé bien superficiel. Mais auparavant, pour en bien saisir l'infrangible rigueur, demandons-nous ce que nous sommes, frêles formes individuelles dispersées dans l'espace et le temps ; demandons-nous quelle peut être notre importance de fragiles individus si vite apportés, si vite emportés dans le flot des générations.

Sommes-nous un corps et une âme, l'un mortel et l'autre immortelle, formant un tout un jour créé par la vieux Gott pour être disloqué un autre jour ? Sommes-nous encore un tout, mais entièrement périsssable, comme le veulent les matérialistes ? Nous n'avons alors qu'à choisir entre deux penchants : le scepticisme ou la crédulité. Ce qui revient à choisir entre deux manières de nous exploiter mutuellement.

Les crédules attendront toutes choses bien ou mal du vieux Gott responsable à leur place. De plus en plus ils se détacheront de la vie de la terre, de moins en moins ils entendront la voix de leur conscience humaine. S'ils font le bien, ce sera pour obéir à un maître céleste et pour obtenir une récompense après la mort. Pour leurs semblables, pour peu qu'un prêtre le leur dise, ils seront impitoyables.

Les sceptiques ne seront responsables que devant le gendarme. Le code offrira ses larges marges à leurs exploits. De leur mieux, ils feront leur bonheur. Tant pis si les autres en souffrent. Scepticisme et crédulité sont les deux chemins du capitalisme. Car, ne l'oublions pas, les plus fins sceptiques sont les plus fins simulateurs de la crédulité ; tôt ou tard, ils se mettent d'accord avec les théologiens protectenrs des riches. On a vu entre autres le grand sceptique Georges Clemenceau lécher la figure d'un évêque dans la cathédrale de Metz.

Mais si nous considérons notre existence comme une étincelle jaillie pour un instant lumineuse d'un éternel mais obscur foyer de vie ; si nous considérons notre existence, non pas comme un tout, mais comme un geste bref de la vie éternelle, devenue capable, dans la pensée humaine, de pressentir son éternité, de se voir par le moyen de l'homme, poursuivant la réalisation de son idéal, oh ! alors nous comprendrons que dans tous les siècles, dans toutes les contrées, essentiellement nous sommes tous les mêmes ; que les différences entre nous, entre les individus, sont accidentelles, peuvent s'atténuer, s'effacer, disparaître, et que tous, à travers les illusoires différences, nous devons nous chercher ; chercher à nous joindre, à nous unir, de telle sorte que communiant enfin dans un même sentiment, dans un même effort, toutes les volontés humaines n'en fassent plus qu'une libre, toute puissante, responsable et bonne, comme serait la volonté du Dieu que les poètes ont imaginé pour embellir le ciel de nos rêves.

Qu'on le nomme comme on voudra, Dieu est en effet l'homme idéal, la perfection humaine, formé dans le génie poétique, rendu visible et attrayant par les moyens de l'art pour nous tenter de faire surgir du fond de nous-mêmes les vertus, les forces, qui rendraient possible la marche de l'humanité vers la paix, la concorde et l'harmonie.

C'est donc en nous et non pas dans les nuages théologiques ou diplomatiques qu'il faut chercher la force morale, le ressort assez puissant pour opérer sur la terre la divine et féconde réconciliation de tous les hommes.

Mais avant de nous élancer à la poursuite de l'idéal, réalisable, peut-être, par l'effort des générations et des générations, encore faut-il choisir un point de départ daus la réalité, parce que nous sommes dans la réalité, et le choisir tel qu'il soit accessible à tous.

Ce point de départ ne peut-être celui des théologiens, puisque tout le monde ne peut pas se mettre le doigt du vieux Gott dans l'œil. Celui des militaires impliquerait massacre géuéral et tout le monde serait mort avant de partir. Le point de vue des capitalistes, des rentiers n'est pas plus favorable. Les billets de banque se digèrent mal, l'or ne se digère pas du tout, et si tout le monde voulait vivre dans la paresse bourgeoise et ne rien produire, tout le monde serait bientôt mort de faim.

Mais si tout le monde travaillait, produisait ? Nous y voilà. Le seul point de départ accessible à tous est celui du travailleur. Et c'est dans la loi du travail, *pour que disparaissent entre nous les différences accidentelles,* que tous doivent d'abord communier. A cette condition, peut-être, les générations futures s'élèveront-elles jusqu'à se rejoindre et à communier dans la loi parfaite et divine, dans la loi souverainement puissante et merveilleuse de l'amour.

Cette communion universelle dans l'amour ne peut être aujourd'hui qu'une hypothèse. Je tenterai plus loin de la fortifier par des arguments. En attendant, je reviens à la loi positive que la vie se donne à elle-même et qu'il faut examiner en commençant par l'impératif du travail.

Nous nons placerons d'abord au point de vue pratique, ensuite au point de vue poétique.

(A suivre).

Genève. Impr. Unions Ouvrières.